

DELIBERATION N° 2010/03-12 - CONVENTION D'ÉCHANGE DE DONNEES SECURISE ENTRE LA VILLE DE LUDRES ET LE GRAND NANCY.

Rapporteur : Madame RAVON

La ville de Ludres souhaite recueillir un maximum de données lui permettant d'observer les phénomènes délinquants sur son territoire afin d'adapter au mieux les missions journalières et le rôle de la police municipale sur son territoire. La perspective d'un échange fructueux avec la police nationale et les acteurs importants en matière de sécurité paraît opportune.

A ce titre, la Communauté Urbaine du Grand Nancy a souhaité mettre en œuvre sur l'ensemble de son territoire, un observatoire de la sécurité.

Il a pour objectif d'être en mesure d'initier des stratégies adaptées et réactives en lien avec l'ensemble des partenaires institutionnels ayant compétence à s'y inscrire, en lien étroit avec le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

La mise en place de cet observatoire peut permettre, non seulement d'appréhender et d'objectiver l'ensemble des événements qui peuvent nourrir un sentiment d'insécurité, mais aussi d'alerter les acteurs concernés afin qu'ils puissent élaborer, dans le champ de leurs compétences, des stratégies individuelles ou collégiales afin d'apporter des réponses concrètes et rapides face aux difficultés rencontrées.

Disposer d'un tel système d'observation des phénomènes délinquants sur le territoire de la ville peut ainsi viser les objectifs suivants :

- mesurer l'insécurité à travers des indicateurs pertinents, élaborés collectivement,
- faciliter l'aide à la décision, voire à l'anticipation,
- assurer un suivi temporel et géo-localisé des phénomènes délinquants (catégorisation à déterminer par la ville : infractions, faits correspondant à l'état 4001, etc.) concernant un quartier, et plus globalement, le territoire de la ville,
- évaluer en continu les actions menées dans le cadre du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance avec le Grand Nancy,
- élaborer des politiques publiques adaptées, partagées et réactives.

C'est sur la base de ces objectifs communs que le Grand Nancy a confié dernièrement au Cabinet Althing, la mission de la mise en place de l'observatoire de la sécurité, qui a consisté à :

- identifier les partenaires à associer au système d'observation : police nationale, communes, bailleurs sociaux, pompiers, transports publics, ...
- établir les projets de conventions et de protocoles d'échanges d'informations nécessaires entre les différents partenaires,
- fournir des données géocodées et leur intégration dans un outil informatique autorisant l'accès à toutes les données, par territoire ou par type d'information aux différents partenaires,
- installer, mettre en œuvre, paramétrer l'outil informatique et en assurer la maintenance,
- accompagner, assurer la formation de l'ensemble des utilisateurs du système d'information.

Au terme d'une étude qui a permis de rencontrer les partenaires potentiels pour alimenter l'observatoire, de faire préciser leurs attentes par rapport à la mise en place de cet outil, de réaliser l'inventaire des données disponibles et mobilisables et de cadrer les modalités d'exploitation et de partage de l'information, il convient d'officialiser la mise en place de conventions d'échange de données entre les partenaires pour autoriser le fonctionnement du système d'observation à l'échelle de l'agglomération nancéenne.

A ce titre, la ville de Ludres aura un accès à toutes les données qui concernent son territoire. Les agents de la police municipale seront formés auprès du Grand Nancy et seront habilités pour y avoir accès. L'outil d'échange utilisé sera le logiciel CORTO.

Le projet de convention vous est joint en annexe.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 22 voix pour et 5 abstentions (groupe Ludres Autrement et Pour Tous) :

- d'approuver la convention d'échange de données entre la commune et la communauté urbaine du Grand Nancy, mais également avec tout autre partenaire institutionnel identifié et autorisé à partager ces informations, pour permettre le fonctionnement du système d'observation tant à l'échelle de l'agglomération, qu'à l'échelle communale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

Les crédits seront inscrits au budget primitif 2010.